

Sadi Carnot. Un jour sur deux, le centre des impôts fermait ses portes depuis la rentrée, désormais ce sera chaque jeudi partout à Marseille et à Aix. Reportage sur place.

A peine arrivés, « les nouveaux agents veulent déjà partir »

■ La file, pour une fois, ne dépasse pas la ligne du tramway mais est assez conséquente devant le centre des impôts, hier matin, à Sadi Carnot.

Les gens attendent depuis deux à trois heures, beaucoup sont venus jeudi pour trouver porte close. Désormais, c'est officiel, l'administration ferme tous les jeudis les centres des Finances publiques à Marseille et à Aix-en-Provence en raison du manque d'effectifs. Et ce, sans prévenir au préalable les contribuables. C'est la raison pour laquelle ils sont si nombreux à faire la queue. A quelques centimètres de l'entrée, Richard, tout souriant, n'est pas amer, « ça fait un mois que je viens pour constater qu'ils ferment intempestivement. Je me retrouve la porte au nez alors qu'il me faut régler des prélèvements d'impôts non justifiés, j'ai des réclamations sur mon compte auxquelles je ne peux faire face ».

Entre 2 et 3h d'attente

Habitant le 15^e, Saadou déplore devoir attendre « 2 à 3h juste pour un formulaire de remise gracieuse. Je ne peux pas payer et en plus j'ai mal au dos ». Sa voisine enchaîne : « Il y a des gens bac+8 ou 9 au chômage qu'on n'embauche pas ». Un vigile fait rentrer des petits groupes à mesure que les gens sortent au compte-gouttes. Depuis l'entrée, un agent informe : « il y a eu un malaise dans la salle, c'est pas sûr qu'on puisse vous prendre », seules les personnes du premier rang auront eu l'information, celles qui sont éloignées n'ont rien entendu, l'agent



Chaque jeudi, Sadi Carnot ferme ses portes pour traiter les dossiers en retard. PHOTO ROBERT TERZIAN

ne vient pas au contact du public, pourtant il est très calme. Vers 11h30, un monsieur élégamment vêtu annonce une panne informatique. On sent la colère monter mais une colère pacifique. Tout le monde se met à le questionner en même temps.

L'homme propose à la foule de revenir à 13h30, une fois le problème résolu « parce qu'on n'arrive pas à traiter avec ceux qui sont déjà à l'intérieur ». Une jeune femme fait remarquer qu'il faudra de nouveau faire la queue

pendant 3 h sans que le tour de chacun soit respecté.

« Je perds une journée de travail et 400 euros ! », lance un homme exaspéré. « Chômage, chômage qu'ils disent. On a dû mal à payer, on fait des efforts mais pour quel résultat ? », constate Baraem qui vit au Merlan (14^e). Peu avant midi, les pompiers évacuent une dame sur une civière.

« Je veux seulement un formulaire », réclame une voix. « Non, non, non. Si vous continuez, vous ne serez pas reçue », crie sur un ton

autoritaire, l'homme élégamment vêtu. Vous avez dit service public ? Un service public à bas coût que dénonçait la CGT il n'y a pas si longtemps où la totalité des agents ont demandé leur mutation et « les nouveaux formés veulent déjà partir », révèle Philippe Laget, co-secrétaire des finances publiques 13. En cause les conditions de travail dans un centre qui concentre les 2^e, 3^e, 14^e, 15^e et 16^e arrondissements.

« Au 1^{er} septembre, 40 emplois ont été supprimés dans le département et une centaine d'emplois

ne sont pas pourvus, poursuit le responsable syndical. Alors que ces agents auraient dû être recrutés, le budget existe pour les payer, mais le gouvernement n'a pas mis suffisamment de places au concours, une façon masquée de supprimer des emplois ».

« Le service public ne joue pas son rôle »

La RGPP sarkozyste ne remplaçait pas 1 départ sur 2 à la retraite dans la fonction publique, aujourd'hui, selon Philippe Laget, « c'est au moins 2 départs sur 3 qui ne sont pas remplacés, car l'administration va plus loin, elle triche en ne recrutant pas suffisamment de personnes au concours, elle met ainsi en difficulté les directions locales ». Résultat : elle décide donc de fermer un jour par semaine les centres pour traiter les dossiers en retard sans prévenir qui que ce soit : ni les usagers, ni les organisations syndicales.

Le syndicaliste comprend l'exaspération des contribuables. « Ils ont l'impression qu'on fait plus de facilités aux parlementaires et à certains ministres, leur colère est légitime, car le service public ne joue pas son rôle ». La solution est simple. « Il faut embaucher et exiger la réouverture du second site de l'Arbois face à la gare Saint-Charles afin d'améliorer les conditions d'accueil des usagers et les conditions de travail des salariés. Notre crainte, c'est qu'à court terme on soit obligé de fermer 2 jours, puis 3, où va-t-on ? ».

La CGT aimerait entendre les élus sur cette question.

PIEDAD BELMONTE